

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
8 décembre 1976

No 580

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

A BAS LA REPRESSION ! A BAS LES MANŒUVRES ELECTORALES DE LA BOURGEOISIE !

Lundi soir ils étaient 50 000 à manifester le la République à l'opéra ; des travailleurs de la presse et du Livre en grand nombre mais aussi des métallos, des postiers, des électriciens, des communaux, animés de la même colère contre l'intervention des flics au « Parisien Libéré ». Dans tout le pays c'est la même réaction face à la répression qui s'est déchaînée récemment contre les travailleurs de Caron-Ozanne, de l'Imro, de Montlouis, des Câbles de Lyon, de Bourgogne électronique...

C'est elle qu'affrontent nos frères immigrés grévistes des foyers Sonacotra, dont 18 délégués ont été expulsés au printemps dernier.

C'est elle aussi que rencontrent les petits paysans qui luttent pour pouvoir vivre de leur travail, les étudiants qui refusent l'école du capital, comme les 25 étudiants nantais qui comparaissent mardi devant la Cour d'appel de Rennes. C'est à une action massive, unitaire, ensemble qu'aspirent les travailleurs pour affronter les forces policières et la justice des patrons, pour s'opposer à tous les licenciements.

Mais tel n'est pas l'objectif des divers partis de la bourgeoisie qui font mine de se préoccuper du sort des masses.

Barre déclarait lundi soir qu'après la matraque il proposait des négociations ; Chirac peut bien s'indigner de l'expulsion des travailleurs du « Parisien Libéré », il y a peu, c'est lui-même, alors premier ministre, qui lançait les CRS à l'assaut des travailleurs de l'Imro occupant leur imprimerie.

Mais que faut-il penser des protestations de cette autre aile de la bourgeoisie, les tenants de l'« Union de la gauche » et chantres du Programme commun ?

Le PS pour commencer,

vient de faire savoir son « indignation devant l'emploi brutal des forces de police ».

Mais si l'usine de Saint-Ouen de ce même Amaury a pu continuer de sortir en toute tranquillité son torchon, c'est grâce au zèle déployé par les jaunes de FO qui font tourner cet établissement. Et le grand patron de FO n'est-il pas André Bergeron, resté membre du PS sur intervention personnelle de Mitterrand ?

Ce même Mitterrand, au cours de ses nombreux passages au sein des ministères de la bourgeoisie, n'a jamais hésité à lâcher les flics contre les ouvriers grévistes. Voilà ce que cache en vérité la prétendue « indignation » du PS.

Le faux parti communiste français, de son côté, vient de se déclarer « solidaire » des travailleurs du livre et s'engage « à être à leurs côtés pour obtenir une négociation leur permettant de regagner le droit au travail et à une vie normale ».

N'ont-ils pas saboté le développement de la lutte en permettant à Amaury de sortir en toute impunité ses autres publications, comme « L'Equipe » ? N'ont-ils pas frénétiquement travaillé à isoler la lutte des grévistes du « Parisien libéré » de celles des autres travailleurs de la presse, des autres prolétaires en lutte contre les licenciements ? Ces champions de la liberté ne se sont-ils pas systématiquement opposés aux grévistes de l'Imro, faisant exclure 6 d'entre eux de la CGT au plus fort de leur combat contre les licenciements ?

Les intentions des révisionnistes sont claires, ils ont impulsé lors de la manifestation de lundi des mots d'ordre favorables au Programme commun et ont tenté en vain de faire reprendre le mot d'ordre « liberté, vérité, l'Humanité »

au passage de la manifestation devant les locaux de leur journal.

L'affaire du « Parisien libéré » est l'occasion d'un renforcement des luttes de clans de tous ces bourgeois pour le pouvoir. Les élections anticipées, voire la démission du gouvernement de Giscard sont à l'ordre du jour et les diverses fractions de la bourgeoisie préparent la relève.

C'est ce que tous les travailleurs conscients doivent combattre résolument en développant parallèlement le mouvement révolutionnaire des masses par la coordination des luttes contre la répression et les licenciements.

C'est pour cette raison qu'après avoir manifesté notre solidarité aux travailleurs « du Parisien libéré » en appelant les masses à la

riposte par tract et initiatives concrètes dans les entreprises nous prenons aujourd'hui la décision de sortir à nouveau notre quotidien pour nos abonnés et la seule diffusion militante.

Les révisionnistes quant à eux sortent un numéro spécial de la « Vie ouvrière » ce mardi et nous n'avons pas à obéir aux consignes de ces traités au prolétariat qui veulent imposer aux masses leurs mots d'ordre et objectifs électoraux réactionnaires en faisant le silence sur d'autres luttes comme celle des étudiants de Nantes jugés mardi.

Pour le développement de la solidarité active avec tous les travailleurs en lutte, nous serons plus que jamais à l'offensive contre la répression du pouvoir, contre le plan Barre et le Programme commun.

Ils comparaissent ce mardi devant le tribunal de Rennes Acquittez les 25 étudiants de Nantes !

C'est ce mardi qu'a lieu, à Rennes, le procès en appel de 25 étudiants nantais. Ils sont inculpés au titre de la loi « anticasseurs », suite à une manifestation qui s'était déroulée au printemps dernier et qui avait été attaquée par la police.

A Nantes comme à Rennes une importante mobilisation a été effectuée pour obtenir leur acquittement et une manifestation doit avoir lieu devant le tribunal tandis que se tiendra le procès.

Elle rassemblera les étudiants de Nantes venus en autocar ainsi que la jeunesse scolarisée de Rennes. La coordination étudiante des comités de soutien de Rennes ainsi que la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France ont appelé à cette manifestation.

Jeudi 2 décembre un gala de soutien ayant rassemblé plus de 700 personnes s'est tenu malgré les obstacles

dressés par la municipalité socialiste qui a refusé une salle. Auparavant, la JCMLF de Nantes avait publié un tract déclarant notamment :

On veut nous empêcher de faire grève, faisons la grève !

On veut nous empêcher de manifester, allons tous à Rennes le 7 décembre !

Comment les travailleurs de Tréfinmétaux et les paysans de la Vigne-Marou ont-ils fait reculer la justice bourgeoise ? Rappelons nous les 5 000 manifestants déterminés, devant les tribunaux ! C'est cela seulement qui nous permettra de gagner et non pas la signature d'une quelconque bureaucratie syndicale au bas d'un tract.

Si la « gauche » essaie, à l'heure des élections de nous faire du charme et de se poser en « grand dirigeant » du mouvement étudiant, il n'est pas ques-

Pékin

Le président Houa Kouo-feng reçoit la délégation des communistes marxistes- léninistes de France conduite par Jacques Jurquet

L'Agence Chine nouvelle a publié le 5 décembre 1976 la dépêche suivante qui relate la chaleureuse entrevue accordée par le président Houa Kouo-feng à la délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par Jacques Jurquet, directeur politique de l'Humanité rouge.

Houa Kouo-feng, président du Comité central du Parti communiste chinois, a rencontré cet après-midi la délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par le camarade Jacques Jurquet. Il a eu une conversation cordiale et amicale avec eux. Le président Houa Kouo-feng a exprimé ses chaleureux souhaits de bienvenue au camarade Jacques Jurquet qui conduit la délégation en visite amicale en Chine.

Etaient présents à l'entrevue Li Sien-nien, membre du bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois ; Keng

Piao, membre du Comité central du Parti communiste chinois et chef du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois ; et Feng Hsuan, membre du Comité central du Parti communiste chinois et chef adjoint dudit département.

Après la rencontre, le président Houa Kouo-feng a offert un banquet en l'honneur de la délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par le camarade Jacques Jurquet.

Dans le toast qu'il a prononcé au banquet, le camarade Li Sien-nien a dit : « Depuis de nombreuses années existe une amitié profonde et fraternelle entre notre parti et les communistes marxistes-léninistes de France. Dans la lutte commune, nous nous accordons toujours aide et soutien et nous apprenons les uns auprès des autres. Nos rapports sont fondés sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien ».

Il a continué : « Les communistes marxistes-léninistes de France s'en tiennent depuis toujours au marxisme-léninisme, s'emploient à lier la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution française, luttent inlassablement contre le révisionnisme moderne et les deux superpuissances, contre la bourgeoisie monopoliste de leur pays et pour la réalisation du socialisme en France. Nous nous en réjouissons du fond du cœur et nous vous exprimons nos félicitations chaleureuses ».

« La situation internationale actuelle est excellente, caractérisée par de grands bouleversements sous le ciel. Elle continue d'évoluer dans le sens favorable aux peuples du monde entier et défavorable aux deux superpuissances que sont l'URSS et les États-Unis. »

(Suite p. 2)

Les Ecureuils ont manifesté à Notre Dame de Paris

Vendredi après-midi, les « Ecureuils » avaient manifesté à l'Opéra pour populariser leur lutte. (Voir p. 5, l'article sur la lutte en cours.)

Pékin

Les travaux de la 3^e session du comité permanent de l'Assemblée Populaire Nationale

La 3^e session du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale chinoise vient de clore ses travaux. A l'heure où le Parti communiste et le peuple chinois se mobilisent avec un immense enthousiasme dans la campagne de critique des crimes commis par les « quatre » contre-révolutionnaires destitués, ses travaux ont revêtu une grande importance.

Le président Houa Kouo-feng était présent à l'inauguration des travaux de cette session. Il a présenté la proposition du Comité central du Parti communiste chinois, adoptée avec un grand enthousiasme, de désigner Teng Ying-tchao, veuve du camarade Chou En-lai, comme vice-présidente du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale. Dans le cadre du point de l'ordre du jour traitant des « nominations et révocations », le Comité permanent a également décidé de révoquer Kiao Kouan-houa de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères et de désigner à ce poste Houang Houa, jusqu'ici représentant de la Chine à l'ONU.

A l'ordre du jour figurait notamment un important rapport du camarade Wou Teh caractérisant la lutte politique actuelle et l'ampleur de la victoire remportée sur la ligne erronée, sectaire, dogmatique, scissionniste impulsée par les « quatre », dont nous reproduisons ci-dessous les principaux extraits.

Le vice-président Wou Teh a indiqué : « Dans cette lutte à mort entre les deux classes, les deux voies et les deux lignes, le Comité central du Parti ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng a dirigé notre Parti à écraser le complot de la « bande des quatre », d'usurper le pouvoir au sein du Parti et de l'État, sauvant la révolution et le Parti et jouissant de la confiance totale et de l'attachement sincère de tout notre Parti, de toute notre armée et de tout notre peuple multinational.

Une lutte de portée historique pour la Chine et le monde entier

...Le camarade Houa Kouo-feng demeure fidèle au marxisme, au léninisme, à la pensée maotsetoung, applique avec fermeté la ligne révolutionnaire prolétarienne et les mesures poli-

tiques du président Mao ; il est riche d'expériences dans la direction du district, de la préfecture, de la province et aussi dans le travail à l'échelon central. Il est dévoué au Parti, désintéressé, franc et droit, modeste et prudent, ne fait pas preuve d'autorité, se montre d'approche facile et sait unir ses camarades dans le travail.

Tout notre Parti, toute notre armée et le peuple de nos diverses nationalités sont particulièrement heureux d'avoir leur propre dirigeant clairvoyant en la personne du président Houa

la « bande des quatre » ; ce n'est qu'en maîtrisant l'arme du marxisme-léninisme et en élevant le niveau de conscience que nous sommes à même d'approfondir la critique et d'avancer en toute conscience dans la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao. Dans la lutte, il faut consolider et développer davantage les conquêtes de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, soutenir avec enthousiasme les nouvelles réalités socialistes et limiter consciemment le droit bourgeois. Il faut maintenir fer-

core et nous en serons capables.

Dans la dénonciation et la critique « des quatre », il faut adopter une position ferme et nette et mobiliser pleinement les masses. En même temps, il faut veiller à l'application des mesures politiques du Parti. Nos devons faire une stricte distinction entre les deux types de contradictions de nature différente et leur apporter une juste solution. Envers les camarades qui ont commis des erreurs, y compris ceux qui ont commis de graves erreurs, nous devons



Le peuple chinois participe avec enthousiasme à la dénonciation des crimes des « 4 ». Ci-dessus un meeting des travailleurs du cinéma.

Kouo-feng.

Développer et consolider les conquêtes de la Révolution culturelle

Dénoncer et critiquer résolument et à fond les crimes monstrueux de la clique antiparti de Wang-Tchang-Kiang-Yao et leur ligne révisionniste et contre-révolutionnaire sont d'une importance capitale pour que tout le Parti, toute l'armée et tout le peuple de nos diverses nationalités restent fidèles à la volonté du président Mao, persévèrent dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, combattent et préviennent le révisionnisme et fassent progresser la révolution et la production socialistes. Dans la lutte, nous devons étudier avec application les œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline et celles du président Mao, en particulier la théorie sur la dictature du prolétariat et la série d'importantes directives du président Mao sur la critique de

mement le principe de la triple union des cadres âgés, d'âge moyen et jeunes, développer et renforcer les nouvelles forces conformes aux cinq conditions requises pour devenir de dignes successeurs de la révolution.

Il faut mener à bien la révolution dans l'enseignement, dans la littérature et l'art, dans la santé publique et sur le front scientifique et technique et assurer le succès de l'installation des jeunes instruits dans les régions montagneuses et rurales. Il faut continuer la critique de Teng Siao-ping et la riposte à la déviation de droite contestant les conclusions justes. Nos cadres aux divers échelons doivent prendre attentivement une attitude correcte envers la Grande Révolution culturelle, envers les masses et envers eux-mêmes. Tout ce qui est défini et approuvé par le président Mao, nous nous efforcerons de l'accomplir au mieux. Actuellement, les activités de sape et les interférences des « quatre » écartées, nous devons l'accomplir mieux en-

appliquer rigoureusement le principe que le président Mao nous a toujours enseigné : « Tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme », et « éduquer le plus grand nombre et réduire ainsi la cible de l'attaque ». Il faut mobiliser tous les facteurs positifs et unir tous ceux qui peuvent être unis.

Nous devons approfondir le mouvement pour prendre exemple sur Taking dans l'industrie et sur Tatchai dans l'agriculture et pour généraliser les districts de type Tatchai. Nous devons redoubler d'efforts pour récupérer les pertes provoquées par l'influence et le sabotage de la « bande des quatre ». Nous devons, conformément à l'enseignement constant du président Mao, mener à bien nos propres affaires en premier lieu, afin d'apporter une contribution relativement grande à l'humanité.

Unissons-nous pour remporter des victoires encore plus grandes ! a conclu le camarade Wou teh.

Le président Houa Kouo-feng reçoit la délégation des communistes marxistes-léninistes de France

Suite de la p. 1.

« La situation dans notre pays est également excellente. Sous la direction du Comité central du parti ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng, notre parti a remporté une grande victoire dans l'écrasement du complot de la « bande des quatre », clique antiparti, visant à usurper le pouvoir au sein du parti et de l'État. A l'heure actuelle, tout notre parti, toute notre armée et le peuple multinational de notre pays sont encore plus unis, la dictature du prolétariat de notre pays est encore plus solide. Le peuple chinois tout entier est en liesse, il est plein d'enthousiasme et de combativité. Ainsi, en Chine, sur tous les fronts, règne une nouvelle atmosphère caractérisée par un grand dynamisme et des progrès constants.

« Dans une telle situation excellente aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, la délégation conduite par le camarade Jacques Jurquet vient visiter la Chine ; nous sommes persuadés que votre visite contribuera au renforcement et au développement ultérieur de l'amitié et de l'unité qui nous lient étroitement.

Dans son toast, le camarade Jacques Jurquet a dit : « Au nom des communistes marxistes-léninistes de France, nous tenons à vous présenter nos salutations révolutionnaires et internationalistes prolétariennes, à vous-mêmes, respecté camarade Houa Kouo-feng, président du Comité central du Parti communiste chinois, à vous également, camarade Li Sien-nien, membre du bureau politique et à vous, camarades, membres du Comité central et autres camarades du Parti communiste chinois frère.

L'écrasement de la « bande des quatre » par le Comité central du Parti communiste chinois dirigé par le président Houa constitue la poursuite de la juste ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao. »

« La victoire est une garantie historique que, sous la direction de son parti communiste ayant à sa tête le président Houa, la Chine reste et restera rouge. »

Il a poursuivi : « L'analyse que le président Mao a élaboré sur la situation internationale actuelle fait ressortir l'existence de trois forces mondiales. « Elle résulte d'une application scientifique des principes marxistes-léninistes et constitue l'arme la plus efficace au service des prolétaires et des peuples du monde entier pour définir leurs stratégies révolutionnaires respectives et contribuer par là-même à faire progresser la révolution mondiale. »

« En appliquant la directive du président Mao « faire la révolution et promouvoir la production », votre parti, soutenu par les masses, poursuit l'édification impétueuse du socialisme, au service du peuple chinois, mais aussi au service des prolétaires et des peuples révolutionnaires du monde entier. »

En conclusion, le camarade Jacques Jurquet a indiqué : « Sur tous ces faits qui sont indissociables du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, les communistes marxistes-léninistes de France se sentent profondément unis, sur le double plan idéologique et politique, avec le Parti communiste chinois. »

Le banquet s'est déroulé dans une atmosphère marquée d'une amitié révolutionnaire fraternelle.

Danemark

Saluons la fondation du Parti communiste du Travail

Le journal danois « Arbejder Avisen » annonce que le Congrès constitutif du Parti communiste du Travail du Danemark s'est déroulé avec succès le 21 novembre sur la base de la Ligue communiste du Danemark (m-l). Le Comité central a été élu avec à sa tête le camarade Benito Seocozza.

Le Congrès a adopté un programme de base et des déclarations sur le renforcement de la lutte contre la politique de crise poursuivie par les monopoles capitalistes et contre les 2 superpuissances. Le marxisme, le léninisme et la pensée maotsetoung constituent la base théorique du Parti communiste du Travail du Danemark.

Le Parti, dit le programme, doit prendre la direction des luttes de la classe ouvrière et conduire ces luttes vers la révolution socialiste et l'établissement de la dictature du prolétariat.

Les communistes marxistes-léninistes de France saluent chaleureusement la création du Parti Communiste du Travail du Danemark, ainsi que ses dirigeants.

Au rassemblement de Chirac

Le coup de pied de l'âne

Il l'avait longuement préparé, le lancement de son mouvement, Chirac. Il y avait mis tout le soin qu'on peut mettre pour lancer une nouvelle savonnette. On avait loué le Palais des sports, choisi (après bien des hésitations) un nom qui sonnait bien. On avait vu les choses en grand et pas hésité à la dépense : 17 000 repas avaient été préparés, la location, rien que des chaises, s'élevait à 30 millions d'anciens francs...

Ainsi donc, le grand cirque politicien bourgeois allait pouvoir se déchaîner et Chirac être intronisé chef suprême de l'UDR nouvelle manière. Oh, une manière pas si nouvelle que ça... Il y avait là tous les vieux chevaux de retour, Debré, Guéna, Guichard. Quant aux thèmes, on les avait déjà entendus en d'autres temps «la certaine idée de la France», le «prestige national», le «regroupement pour éviter à la France le collectivisme et le chaos»... Bref, tous les «barons» du régime s'étaient donné rendez-vous pour ces grandes manoeuvres (avec la bénédiction du fasciste Le Pen).

Il avait tout prévu pour une opération publicitaire de premier ordre, Chirac, tout, sauf que ses «alliés» Giscard-Ponia lui feraient un vilain croc-en-jambes en agressant les ouvriers du «Parisien libéré» et en bloquant ainsi toute la presse pendant 2 jours au moins, et que l'effet escompté tomberait pour une bonne partie à l'eau. On comprend, dans ce cas, que Claude Labbé ait parlé «d'un geste inamical à leur égard» et d'une «manœuvre misérable».

Voilà qui va renforcer le bon climat actuel de la majorité...

LES INVITES DE CHIRAC

A son rassemblement, Chirac avait fait venir du «beau monde». La fine fleur du fascisme et du racisme y était en effet présente avec les représentants officiels du Chili, de l'Afrique du Sud, de la Corée du Sud, d'Israël, de l'Espagne.

Et parmi cette «bonne compagnie» se trouvaient également l'ambassadeur de Tchécoslovaquie ainsi que les représentants de la Pologne et de la Hongrie. Au cours de la réception que leur a offert Chirac, tous ces gens-là auront pu échanger leur expérience sur la manière de réprimer le peuple. Et dans ce domaine, ils s'y connaissent tous...

32^e anniversaire de la République populaire d'Albanie

Grand succès de la soirée d'amitié franco-albanaise à Paris

Vendredi dernier 3 décembre, se tenait à Paris, le meeting de célébration du 32^e anniversaire de la République populaire d'Albanie. Il était organisé par l'Association des Amitiés franco-albanaises, avec la présence de l'Ambassadeur de la République populaire d'Albanie.

Une exposition de photos montrait différents aspects de la vie en Albanie



socialiste, de la libération de la femme et sur le 7^e Congrès du PTA qui vient de se tenir avec succès.

Le meeting était composé, tout d'abord, de plusieurs interventions brèves : sur la justice (par un jeune avocat), l'économie, la presse albanaise (par un représentant de la presse albanaise en France), la paysannerie (par un paysan de Nant-

es) ; une militante des AFA a fait un compte-rendu de son voyage et des activités de son comité à Grenoble. Puis ce furent les chants albanais (avec la participation de 3 étudiants albanais).

L'intervention centrale d'Abraham Behar était surtout axée sur le 7^e Congrès du PTA. Il a dénoncé ceux qui essaient d'opposer la Chine à l'Albanie socialiste.

Cette soirée, très vivante, tant par son contenu que par sa forme, a été clôturée par un petit court-métrage sur le 7^e Congrès et le film «La route blanche». Celui-ci retrace les actes héroïques d'un «gardien de lignes» (télégraphiques), bravant les difficultés naturelles pour réparer les lignes téléphoniques détruites par la tempête de neige, alors qu'il s'agit d'une question vitale pour les liaisons à travers le pays.

Acquittez les 25 étudiants de Nantes !

Suite de la p. 1.

Le tapage de l'UNEF-UEC pour se faire élire aux Conseils de gestion d'UER va dans le même sens : utiliser les illusions et le mécontentement des étudiants pour s'infiltrer dans les administrations et préparer la prise du pouvoir par l'Union de la gauche. Mais ce n'est ni ce changement de tête pas plus que notre participation à la gestion de l'université qui changeront sa nature : elle restera bourgeoise !

C'est en prenant, dès aujourd'hui nos luttes en main, que nous ferons reculer la bourgeoisie, que nous prouverons notre détermination à combattre l'appareil répressif de la bourgeoisie, jusqu'au renversement du capitalisme.

Réunis en assemblée générale, les étudiants de Nantes ont décidé de se mettre en grève lundi et mardi. De nouvelles assemblées générales se sont tenues dans la journée de lundi.

De son côté, le comité de parti du PCMLF de la ville de Nantes a publié une déclaration dans laquelle il affirme :

Ce procès en appel témoigne de la volonté affirmée par la bourgeoisie, d'attein-

dre, au-delà des 25 inculpés, les travailleurs en lutte. Il concerne l'avenir des luttes de la classe ouvrière, de la petite paysannerie, des employés et des étudiants contre l'exploitation capitaliste.

La bourgeoisie ne s'est pas remise de son échec lors du procès des paysans de la Vigne-Marou en 74, relaxés grâce à la mobilisation de 4 000 travailleurs. Elle veut créer en Loire-Atlantique, le précédent dans sa jurisprudence pour condamner au nom de la loi anticasseur les travailleurs qui luttent et ceux qui oseraient bafouer ses lois édictées pour servir le capital. Elle y compte pour essayer d'enrayer les luttes des travailleurs du département, notamment celles des ouvriers qui occupent leurs usines liquidées, celle des paysans de Cheix qui refusent l'expulsion, celles des éducateurs qui ne veulent pas être ses auxiliaires de police pour les jeunes des quartiers, celle des Basques qui subissent sa collaboration avec le régime fasciste d'Espagne.

A la veille des élections, les faux communistes du PCF particulièrement actifs à l'université, s'efforcent de

recupérer la mobilisation des étudiants. Ils se préoccupent avec d'autres partis bourgeois de «gauche», soudainement, en parole et avec multiples déclarations à la presse, des 25 étudiants, après avoir traîné un étudiant devant le conseil de discipline de l'université bourgeoise. Les étudiants et les travailleurs n'ont rien à attendre de ces censeurs du mouvement étudiant, devenus tout à coup bonnes fées, qui veulent réduire la mobilisation populaire en une force électorale à leur service.

Pour toutes ces raisons et conformément à l'attitude conséquente de soutien qu'il a adopté, adopte et adoptera, le Comité de parti de Nantes du PCMLF appelle les travailleurs de la ville et de la terre à participer largement à la manifestation de soutien aux 25 organisée à Rennes le 7 décembre, à manifester sur le lieu de travail la solidarité populaire avec les 25, et à inscrire ce soutien dans une vaste campagne contre la répression bourgeoise qui veut mater l'action révolutionnaire des masses.

A bas la loi anticasseur !
Acquittement immédiat des 25 étudiants !

nouvelles intérieures

Le véritable visage des révisionnistes

Faire mieux que Poniowski

À Vitry sur-Seine la municipalité révisionniste a organisé Samedi 4 décembre une assemblée à propos de la «sécurité publique» en présence du conseil municipal et de diverses personnalités dont Gosnat, député révisionniste d'Ivry Vitry. Elle a mené auparavant une intense campagne contre «l'insécurité» et pour la construction d'un commissariat à Vitry : Bulletin municipal et flot de tracts de la mairie et du P«C» dans les boîtes aux lettres, mobilisation des J«C» et amicales CLN etc. Le maire Rosette en personne, spécialiste des questions municipales au CC du parti révisionniste, a conseillé à certains de lancer une pétition demandant à Poniowski de faire des efforts pour renforcer la «surveillance à Vitry», pétition qui d'après ses auteurs «a provoqué au domicile beaucoup de «censures». Après tout ce battage sur «l'insécurité», l'assistance, quoique fort réduite pour une ville comme Vitry, était plus nombreuse que d'habitude, avec notamment beaucoup de personnes âgées.

Les révisionnistes ont systématiquement refusé le micro-baladeur à ceux qui voulaient se dresser contre le projet révisionniste. L'un d'eux, militant de l'Humanité Rouge, a dénoncé publiquement cette soit-disant «démocratie» en s'écriant alors que le maire refusait de lui laisser la parole après les longs discours de deux policiers «je constate que vous avez laissé le dernier mot à la police». Les orateurs, sauf quelques femmes qui ont témoigné d'a-

gressions et un fasciste (ou social-fasciste) qui a déclaré «qu'au lieu de livrer les jeunes, au désespoir on ferait mieux de les envoyer construire des autoroutes», étaient des «spécialistes» : éducateurs qui ont défendu les jeunes tout en ne se déclarant pas opposés à un «commissariat démocratique», avocats, magistrats, policiers de tout poil (syndicat autonome, CGT, CFDT), sans compter les «élus», le P«C»F et la J«C».

Leurs discours allaient dans le même sens : dénoncer l'aggravation des conditions de vie et du chômage, qui sont à l'origine de la délinquance et de «l'insécurité», mais pour en rendre responsable le «pouvoir Giscardien» et proposer comme solution un «changement de gouvernement». En même temps ils ont déclaré qu'il fallait sans attendre, renforcer la police, une police «démocratique» qui ne serait pas «détournée de sa mission» et aurait pour rôle de défendre «véritablement» «les biens et les personnes» ainsi que, bien entendu, les «libertés».

Sous prétexte de «démocratisation», ils ont parlé de «municipaliser» la police, ce qui ne peut que favoriser ses liens avec les révisionnistes (à Vitry et Choisy des commissaires sont déjà fort proches du P«C».)

Renforcer la police et l'appareil répressif d'Etat pour pouvoir l'utiliser efficacement voilà ce que demandent les révisionnistes à l'approche des élections. C'est cela qu'ils entendent par «défense des libertés» !



La Jeune Garde rouge

Le numéro de décembre de «La Jeune Garde rouge» est paru.

Au sommaire :

- Union, action, n'attendons rien des élections !
- Facultés : boycottons les élections d'UER ! A l'action contre la répression du mouvement étudiant !
- Chômage, oppression, exploitation forcée, c'est le sort que la bourgeoisie réserve aux jeunes (p. 4 et 5).
- Dix jours à travers les pays de l'Est.
- Sur le front culturel.
- Gary Tyler, notre frère.

Ce numéro vendu 2 F est disponible dès maintenant. Vous pouvez vous le procurer en vous adressant à «L'Humanité rouge».



Chantiers Léon Grosse de Lyon et Vienne

UNE LUTTE PLEINE D'ENSEIGNEMENTS

Dans un précédent article (HR No 572) nous avons expliqué la lutte que menaient 200 travailleurs immigrés de l'entreprise Léon Grosse sur les chantiers de Vienne et de Lyon. Cette lutte est pleine d'enseignements et nous en tirons un premier bilan.

Lundi 22 novembre, après 4 semaines de grève, les travailleurs se sont réunis en assemblée générale pour analyser la situation :

Sur Lyon, les grévistes avaient été expulsés de force des chantiers par la police (application du jugement des référés). A la suite de ça, le patron a pu tranquillement faire travailler des intérimaires, sous la protection de la police qui bouclait tous les chantiers !

Dans les faits, le patron et l'appareil d'Etat capitaliste (tribunaux, police...) ont INTERDIT AUX TRAVAILLEURS LE DROIT DE FAIRE GREVE. Le problème qui se posait donc aux travailleurs était d'opposer la violence révolutionnaire des masses face à celle de la bourgeoisie. Cela voulait donc dire affrontement violent avec les forces de «l'ordre bourgeois».

Il eut fallu pour cela une énorme mobilisation sur Lyon, un soutien très large. Décider d'engager cette lutte seuls et isolés, c'était aboutir à des arrestations massives de camarades immigrés qui auraient été expulsés sur le champ. C'est donc à contrecœur que les travailleurs de Lyon ont dû décider de suspendre la grève avec pour but de se réorganiser sur le chantier.

A Vienne, où le rapport de force était meilleur, la reprise a également été décidée après une longue discussion.

Aujourd'hui, le patron maintient 21 licenciements à Lyon. Des élections de délégués du personnel et au Comité d'entreprise auront

lieu mi-décembre. (A noter que ce sont les premières depuis que l'entreprise existe!).

Quelles leçons tirer de cette lutte

- 1) La combativité, l'unité des travailleurs immigrés grévistes tout au long de ces 4 semaines. Pour la plupart d'entre eux, c'était leur première grève.

- 2) L'Etat capitaliste est prêt à tout pour réprimer les luttes des travailleurs. Les marxistes-léninistes le savent et le disent quotidiennement, et les faits sont là pour le prouver : lorsque la bourgeoisie est en crise, qu'elle se sent menacée, elle ne cède pas la place. Au contraire elle intensifie la répression.

Pour sauver le système capitaliste, la bourgeoisie se moque de ses propres lois, elle prépare le recours au fascisme. Ce qui montre bien que les théories du «passage pacifique au socialisme» du PS et du PCF sont des mensonges criminels !

Cela aboutit à désarmer les travailleurs, à les livrer pieds et poings liés à la répression de la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de «gauche».

La solidarité

- 3) Face à la répression, la solidarité des travailleurs semble avoir été insuffisante sur Lyon. Pourquoi ?

Ce n'est pas parce que les travailleurs n'ont plus le «réflexe de solidarité»

ou qu'ils se sont «embourgeoisés». Les faits restent à préciser mais on peut d'ores et déjà donner des éléments de réponse.

Les responsables ce sont ceux qui pratiquent la collaboration de classe, qui refusent la mobilisation et la lutte classe contre classe.

La direction PCF de la CGT à la Bourse du travail de Lyon a largement contribué à isoler les grévistes : pas de popularisation, pas de soutien actif des sections. Par contre au moment où les travailleurs, avec le soutien de la CFDT, appelaient à venir en masse à la direction départementale du travail pendant que siégeait la Commission de conciliation, les pontes CGT divisaient les travailleurs en appelant à une assemblée générale d'adhérents (sans grand succès d'ailleurs !). Les dirigeants PCF et CGT ont fait deux manifestations de récupération, non pour soutenir les grévistes, (on n'aura guère vu ces messieurs aux piquets de grève), mais pour parader avec des slogans électoralistes.

Il faudra aussi déterminer pourquoi la CFDT (majoritaire chez Léon Grosse) n'a pas été capable de sus-

citer un soutien conséquent sur Lyon. Il n'y avait que 15 militants français sur le chantier au moment de l'intervention des flics, et pourtant quelques jours plus tard au meeting CFDT contre la répression (la CGT a refusé d'y appeler!) il y avait environ 800 personnes à 17 h 30. Au sein de la CFDT, l'idée qu'«en 78 si la gauche passe, ça ira mieux», est aussi bien répandue et cela ne peut que semer le désarroi chez les militants combattifs.

L'exemple de Vienne par contre montre qu'un travail de soutien et de popularisation est tout à fait possible ; par exemple, l'intervention des travailleurs de Léon Grosse, sur l'usine Orlac (Candia, Yo-plait...) a rencontré un écho très favorable parmi les travailleurs : volontaires pour le piquet de grève quotidien, large solidarité financière. Au total sur Vienne, c'est plus de 6 000 F qui ont été collectés en 2 semaines, et toutes les possibilités n'étaient pas épuisées, loin de là !

La trahison du PCF

- 4) Sur Vienne, nous avons vécu en direct la trahison du PCF.

Le samedi 13 novembre, les grévistes et la CFDT intervenaient sur le mar-

ché de Vienne : explications au mégaphone, collectes, pétitions de soutien...

A moins de 10 mètres de là, le PCF vend l'Huma-dimanche. Ils resteront 2 heures durant sans aller voir les grévistes, sans donner un centime.

Quatre jours plus tard, le CFDT reçoit un chèque de 100 F (!) de la section de Vienne du PCF accompagné d'une lettre dans laquelle ces pontes expliquent leur attitude en disant qu'il leur était impossible de se déplacer le samedi étant donné qu'il y avait parmi les travailleurs présents au marché un militant de l'Humanité rouge ! Ce chèque et cette lettre montrent deux choses :

- Leur mépris pour la lutte des travailleurs (en particulier des immigrés) : 100 F par la poste «pour qu'on ne puisse pas dire qu'on n'a pas fait quelque chose».

- La haine des bonzes locaux du PCF pour les véritables marxistes-léninistes. Cette lettre était un véritable diktat à la CFDT lui enjoignant de s'engager dans la «chasse aux sorcières».

Le samedi suivant, la CFDT intervenait de nouveau sur le marché avec les travailleurs. Le PCF s'enfonçait dans son attitude méprisante : tandis

que nous appelions au soutien financier de la grève (4 semaines) des travailleurs de L.Grosse, nous pouvions entendre derrière nous en écho «Lisez l'Humanité-dimanche», «achetez nos billets de tombola !», car ils vendaient des billets de tombola !.

Tout cela a aidé un certain nombre de travailleurs de Vienne à voir plus clairement la véritable nature du PCF : un parti qui n'est «Communiste» que de nom, un parti bourgeois qui méprise les luttes des travailleurs lorsqu'il ne peut les utiliser pour se hisser au pouvoir. Un parti dont les dirigeants dans leur haine des communistes marxistes-léninistes n'ont comme argument que les calomnies, les injures et les basses manœuvres.

Nous savons que de nombreux militants de base du PCF de Vienne auraient voulu soutenir la lutte de L.Grosse (certains l'ont fait individuellement). Nous savons aussi qu'ils ne sont pas au courant des méthodes employées par leurs dirigeants.

Mais quelles que soient la répression et les trahisons, les ouvriers restent déterminés à lutter pour leurs droits. Ils demeurent unis entre eux et préparent la riposte.

Correspondant HR Lyon

Montpellier

La masse des syndiqués CFDT refuse la «chasse aux sorcières»

Suite à la destitution de la déléguée syndicale, militante marxiste-léniniste, (parce qu'elle a arraché une affiche du syndicat fasciste CFT) la majorité des sections du syndicat CDFT-Santé ont vigoureusement pris position et, au Conseil syndical, les responsables trotskistes du syndicat ont été totalement isolés et dénoncés.

Ainsi, la section de P. Lamarque qui avait fait une lettre dans laquelle elle s'insurgeait contre la mesure prise, affirme qu'arracher l'affiche de la CFT est une réaction saine, met en garde contre la bureaucratisation en cours dans la CFDT, fait clairement ressortir qu'en engageant la chasse aux sorcières, les dirigeants confédéraux s'alignent sur les dirigeants de la CGT dans le but d'unité au sommet, fait le parallèle avec ce qui s'est produit dans la CGT après 1968.

Une autre section soulignait le danger d'une telle mesure, affirmant : «Nous sommes sur une pente dangereuse» et faisait référence à 6 délégués du personnel de Lyon qui viennent d'être destitués avec interdiction de militer sur la ville.

Une militante CFDT s'indignait et posait la question : «A quand les tribunaux d'exception ? et qu'est ce que ce sera quand vous serez au pouvoir !». Plusieurs mili-

tants demandaient «Qu'y a-t-il là dessous pour qu'on ait destitué cette déléguée pour avoir arraché une affiche du syndicat fasciste CFT?».

La déléguée, militante marxiste-léniniste, expliqua qu'on l'avait destituée pour son appartenance politique à l'Humanité rouge mais qu'au delà, il y avait les intérêts objectifs des travailleurs, que la lutte contre la répression en faisait partie, qu'un syndicat qui ne prend pas en charge les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière est un syndicat qui trahit sa classe. Ainsi les responsables trotskistes s'étaient rangés sur les positions du directeur du CHU.

Ceux-ci, face aux questions importantes qui leur étaient posées, n'avaient rien à répondre. Ils sont ainsi apparus avec plus de clarté aux yeux de tous pour ce qu'ils sont : Des révolutionnaires en paroles mais de fidèles valets de la bourgeoisie en réalité.

La masse des syndiqués CFDT veut un syndicat de lutte de classe et s'oppose de plus en plus aux responsables qui veulent collaborer avec la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de gauche.

Correspondant HR.

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Editions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F



Caissé d'épargne de Paris

LES REVISIONNISTES VEULENT NEGOCIER A N'IMPORTE QUEL PRIX

Depuis quelques jours, les grévistes de la CEP, à plusieurs reprises, ont pu remarquer les propos démobilisateurs, défaitistes des dirigeants SU * -PCF et PS, préparant le terrain pour « un retour au travail dans l'unité et la dignité ».

Mercréd, leur travail de sappe s'est brusquement accentué. En effet, l'un d'eux annonce à l'assemblée générale que le sieur Mattei, conseiller général de Paris (radicaux de gauche-MRG), aurait proposé les services d'un monsieur Bonz'offices... Robert Fabre, Celui-ci, président des radicaux de gauche, est aussi président — entre autres choses — du Conseil d'administration de la Caisse d'Épargne de Villefranche de Rouergue. Et les dirigeants SU-PCF de saisir la perche qui leur était tendue, pour dire que si on devait faire appel à un médiateur, pourquoi pas alors R.Fabre, un élu de « gauche » qui soi-disant soutient les travailleurs ? L'opération sentait la manœuvre électorale et certains travailleurs ne s'y sont pas laissés tromper. Depuis un bon moment, les dirigeants SU se posent la question de savoir comment

« finir » cette grève ? alors ils ont saisi la perche qui leur était tendue... à deux mains. Ils dirigeaient le débat sur la nécessité de faire intervenir un médiateur ou un conciliateur. Imaginez quel effet peut avoir un tel débat sur les grévistes, au 58e jour de grève, alors qu'aucune action capable de faire céder la direction ne leur a été proposée ; si ce n'est celle de l'occupation des locaux qui fut combattue la semaine dernière (cf HR 579) avec force arguments démagogiques et jouant sur la peur des employés devant les modalités pratiques d'organisation de l'occupation.

Nous n'étions pas au bout de nos surprises lorsque, lors de l'intersyndicale les dirigeants SU-PCF demandèrent à la CFDT de commencer à penser dès maintenant à « rentrer de la façon la plus cohérente et la plus unitaire possible compte tenu de l'avenir... ». Propos méprisants pour les travailleurs.

Les grévistes de la CEP n'ont pas oublié le licenciement d'une collègue au mois de juillet, où les dirigeants SU avaient appelé

en commun avec la CFDT à une assemblée générale. Là, les dirigeants SU-PCF se distinguèrent par leurs pratiques antidémocratiques : la reconduction de la grève fut votée par les travailleurs, les bonzes refusèrent de se plier à la décision majoritaire et quittèrent l'assemblée générale sous les huées et sifflets des travailleurs. Pour justifier leur refus ils invoquèrent le « quorum » (**). Le lendemain de nombreux travailleurs qui avaient voté la reconduction avaient repris le boulot écourtés par ces pratiques et la grève échoua au 2e jour.

Ni Plan Barre Ni Programme commun

Si les dirigeants Su-PCF se sont montrés lors de la dernière décennie les champions du tapis vert, c'était parce que le capitalisme connaissait un développement pacifique et que ses profits lui permettaient aisément de lâcher des miettes (notamment dans certaines branches) pour acheter la paix sociale. C'est ce qui explique les illusions que peuvent encore avoir les employés sur ce syndicat.

Aujourd'hui le capitalisme connaît une crise profonde, il a du mal à maintenir son taux de profit et ne

voit qu'une solution pour sortir de cette crise, la faire payer aux travailleurs. A cette fin il met en place le plan Barre qui remet en cause les avantages acquis des travailleurs, porte une grave atteinte aux conditions de vie et de travail des masses populaires... Nous, employés de la CEP (en grève depuis le 6/10), sommes parmi les tout premiers à « essayer » le plan Barre.

Pour ces raisons, le tapis vert n'a plus sa place et les dirigeants du PCF sont mal à l'aise lorsque les travailleurs posent le problème de la radicalisation des luttes.

Ils préfèrent parler ou faire allusions aux promes-

ses du Programme commun et refuser la radicalisation des luttes pour apparaître comme « responsables » aux yeux de la bourgeoisie et aussi obtenir des sièges à ses côtés dans les Conseils d'administration (démocratisation des conseils d'administration).

Notre lutte a valeur de test national tant au niveau Caisse d'Épargne qu'au niveau interprofessionnel. Le patronat dans son ensemble a les yeux fixés sur nous. Si nous échouons, le patronat sera encouragé par notre échec et remettra en cause sans y réfléchir à deux fois, les avantages acquis de nombreux autres travail-

leurs, aussi nous devons vaincre.

Nous appelons à la solidarité active de tous les travailleurs.

MEDIATION ou non : RADICALISONS notre lutte en combattant le capitalisme et les manœuvres révisionnistes.

Envoyez motions et collectes : Permanence CFDT, 19, rue du Louvre 75 001

Les employés marxistes-léninistes de la CEP

(*) SU : abréviation de syndicat unifié des agents et cadres des Caisses d'Épargne. (**): C'est à dire qu'ils prétendent que la majorité n'est pas suffisante.

Paris 5e

Les résidents du foyer étudiant calédonien en lutte contre l'administration coloniale

Le foyer des étudiants calédoniens à Paris, c'est un peu la réplique en France de la situation coloniale en Nouvelle-Calédonie. Les résidents y sont soumis à l'arbitraire d'une administration raciste, qui organise la sélection et la répression.

Mais, exaspérés par cette situation et les dernières

provocations de la directrice et du gardien racistes (affiche contre l'exposition coloniale « La France aux 4 coins du monde », arrachée, agression d'un étudiant canaque (*) par le gardien), les étudiants organisent la riposte.

Face à ces faits, ils tentent d'engager des négociations avec la direction sur la question du foyer (horaires, droit de visite, accueil des soldats en permission, liberté de réunion, etc). Ils se heurtent alors à l'intransigeance de la direction qui accentue arbitraire et répression (expulsion de deux étudiants, refus d'accueillir des soldats canaques, appel à la police).

Les résidents ne cèdent pas et durcissent la lutte : après la fuite de la directrice, ils constituent avec le soutien de l'Association des Canaques en France, un comité de gestion du foyer.

Unis au sein du comité, les étudiants canaques et blancs, décident la grève illimitée des loyers et l'occupation du foyer à partir du 1er novembre.

Depuis leur unité ne s'est pas démentie, et leur vigilance face aux manœuvres de l'administration coloniale s'est renforcée.

Samedi 27 novembre, une première action de popularisation a eu lieu au foyer : lors d'une journée portes-ouvertes, près de 2 000 personnes sont venues manifester leur soutien aux

résidents, en s'informant, en participant avec différents débats (colonialisme, femmes...)

Le succès manifeste de cette initiative a renforcé la détermination des résidents et a permis de préciser un certain nombre de propositions politiques.

C'est ainsi qu'il est parfaitement clair pour eux le foyer n'est qu'un microcosme de la situation coloniale engendrée par le colonialisme, et que leur lutte doit fusionner avec celles que mène le peuple canaque.

Alors que depuis les grandes luttes de 1969, le pouvoir colonial et ses forces de répression multiplient les mauvais coups contre le peuple canaque (assassinat de Richard Kamonda par un flic raciste en décembre 1975), celui-ci manifeste sa volonté grandissante d'accéder à l'indépendance.

Aujourd'hui les résidents du foyer appellent les habitants du quartier et les organisations ouvrières, politiques et syndicales à les soutenir en participant à la mise en place d'un collectif de soutien aux Canaques en lutte.

(*) Canaque : mot quasiment injurieux utilisé par les colons racistes pour désigner les Calédoniens, et revendiqué par ceux-ci depuis 1969, comme affirmation de leur identité et de leur volonté d'indépendance.

Correspondant HR 5e

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque

Le Mans

LES IMMIGRES DU FOYER DU BATIMENT MANIFESTENT

Vendredi 26 novembre les travailleurs immigrés du foyer du bâtiment sont intervenus au cours d'une soirée organisée dans le cadre de la quinzaine de l'immigration du gouvernement.

Dans ce genre de soirée, on présente les beaux paysages du Maroc, de Turquie, on invite les gens à venir goûter le couscous, mais les problèmes des travailleurs immigrés on n'en parle pas.

Quoi d'étonnant quand on sait que la bourgeoisie au pouvoir dresse les français contre les immigrés, impose des conditions de vie intolérables aux travailleurs immigrés, les réprime, les expulse quand ils se défendent.

Les travailleurs immigrés du foyer du bâtiment vivent dans des conditions intolérables (voir HR du 19/11/76), ils veulent un loyer

moins cher et un logement décent, ils ne veulent plus être considérés comme des bêtes mais comme des hommes, ils ne veulent pas des belles paroles et des beaux sourires du gouvernement, ils veulent la satisfaction de leurs revendications.

Voilà pourquoi les travailleurs immigrés soutenus par des travailleurs français se sont regroupés devant le foyer socio-culturel des Sablons brandissant des pancartes :

« Les immigrés du foyer du bâtiment ne participent pas à la semaine de l'immigration ».

« 150 F pour une chambre ».

« 100 F pour un lit ».

« Allocation pour tous ».

Ils sont ensuite entrés dans la salle où se déroulait la soirée et ont expliqué leurs problèmes.



Ils ont souligné que malgré la semaine d'immigration, ils n'avaient toujours pas reçu de réponse aux lettres qu'ils avaient envoyées au directeur du foyer, au président de la chambre patronale du bâtiment, au préfet.

Cette soirée ne s'est pas déroulée exactement dans

le sens souhaité par le ministre, mais a été très favorable à l'unité des français et des immigrés, la véritable unité fondée sur la lutte contre l'exploitation et l'oppression capitaliste.

Soutien total aux revendications des immigrés du foyer du bâtiment.

Correspondant HR

Paraguay

Margarita Baez, une patriote révolutionnaire

Nous avons publié récemment dans nos colonnes un appel à la mobilisation pour la libération de la patriote paraguayenne Margarita Baez, actuellement emprisonnée et sauvagement torturée par la dictature militaire qui opprime le peuple du Paraguay.

Qui est-elle ?

Comme des dizaines de milliers de ses compatriotes, elle est une jeune immigrée qui a dû quitter son pays pour échapper à la misère et à la famine. Non que le Paraguay, avec ses 400 000 km² pour seulement 2,5 millions d'habitants, soit un pays surpeuplé.

Mais toutes les terres du pays sont confisquées par une poignée de grands éleveurs. Il n'y a pas de terre, pas de travail pour les paysans pauvres, comme le sont les parents de Margarita Baez. Comme tant d'autres, ils ont été contraints de s'exiler en Argentine, abandonnant leur village de Carapegua (au centre du pays). C'est à Buenos Aires, où elle a d'abord travaillé comme employée de maison, puis comme ouvrière coiffeuse, que Margarita a commencé à participer à la lutte des classes, de militer pour la libération de son pays opprimé par une dictature anti-populaire et anti-nationale.

Avec enthousiasme révolutionnaire et un grand courage, elle décida de rentrer au Paraguay pour participer sur place à la lutte démocratique et de libération nationale. Là elle devint une des principales responsables du Modepa (mouvement pour la défense de la patrie) qui mène la lutte anti-impérialiste contre la politique de trahison nationale de la dictature. Ce mouvement, appelé à une grande audience populaire, dénonce en particulier la signature du traité anti-

national d'Itaqué (1973) qui abandonne au Brésil et à l'impérialisme US une partie du territoire national. Il prévoit la construction d'un énorme barrage sur le fleuve Paraná, à la frontière du Brésil. Margarita Baez a dénoncé au cours de meetings publics la conclusion de ce traité qui permet, entre autres, à des officiers brésiliens et leurs «conseillers» américains de commander dans cette région les troupes paraguayennes. Elle s'est spécialement intéressée à la mobilisation des femmes de son pays pour la lutte anti-impérialiste.

Le Modepa diffuse aussi clandestinement une carte du pays où sont représentés par des drapeaux américains et brésiliens les principales concessions d'exploitation du pétrole (la dictature s'engage même à indemniser les compagnies étrangères en cas de forages infructueux !).

Arrêtée le 7 août 1976, Margarita Baez, alors enceinte de 3 mois, a été sauvagement torturée par les bourreaux de la dictature. Sous les traitements les plus barbares, elle n'a passé aucun aveu, contrairement à ce qu'espéraient ses tortionnaires. Depuis, elle avait «disparu», la dictature menaçant de mort ses frères restés au village, s'ils parlaient d'elle, refusant un visa pour que sa mère, émigrée, puisse la voir.

On vient toutefois d'apprendre qu'elle est toujours vivante, quoique en très mauvaise santé ; la dictature l'a transférée dans le plus grand secret dans un nouveau camp à Emboscada, bourgade située à une quarantaine de km de la capitale, Ascension.

A l'exemple des ouvrières de la Sescosem, mobilisons-nous pour la cause de la libération de Margarita Baez.

La Révolution, c'est une histoire vraie

Vous trouverez ci-joint deux textes, écrits par ma fille, âgée de 7 ans. Cette petite fille, comme les enfants de son âge, pose beaucoup de questions sur son environnement. J'essaie chaque fois de répondre la vérité. Ses questions sont très variées :

— Est-ce que Blanche Neige est une histoire vraie ? Pourquoi est-ce que l'on raconte des histoires qui ne sont pas vraies ?

— Qu'est-ce que les nazis ? et les kapos ? et la Résistance ? (mon père, donc le grand-père de ma fille a été résistant et déporté à Mauthausen, et il nous arrive d'en parler)

— Qu'est-ce que la révolution ? Pourquoi on ne la fait pas maintenant ?

A ces questions s'ajoutent depuis quelques mois une foule de questions concernant la Chine (j'ai fait récemment un voyage en Chine).

Et il y a quelques jours elle est venue me montrer ces textes, qu'elle venait d'écrire à l'intention de ses camarades de classe.

Ceci démontre d'une part qu'une enfant de 7 ans est très capable de comprendre la lutte de classe, et d'autre part qu'il est donc tout à fait possible de combattre l'idéologie bourgeoise, qui

veut qu'un enfant soit maintenu à l'abri des luttes et du monde extérieur, dans un rêve permanent entretenu par la littérature enfantine un soi-disant «domaine de l'enfance».

Ce mépris de l'enfant est à rapprocher je pense d'un autre volet de cette idéologie qui diffuse la notion de soi-disant «domaine de la femme», c'est à dire la cuisine, la vaisselle, les enfants... et bien sûr la romance (l'analyse de la littérature «féminine» est à cet égard, aussi édifiante que la littérature enfantine).

Nous publions ci-dessous un des «dazibaos» écrit par cette enfant à l'intention de ses camarades de classe, en respectant l'orthographe de notre jeune correspondante.

EXPLIQUE LES CHOSES LISEZ

les contes se ne sont pat des histoire vrai il ne faut les croire et aussi il ne faut pat croire au père noël parce que en chine il ny a pat de monsieur qui se déguise on fait une fête au enfant. alors je peux vous exppliqué ce que cé les nasis, les capos, les ouviers, les bourgeois. dabord les nasis et les capos les nasis et les capos se son des très très vilain qui pour être riche préne les affaire des autre come ça. les bourgeois un peu moins. les ouvriers son des pauvre nous nous saume les pauvre nous nous travaillons nous some pas des bourgeois. si nous faisons la révolution il ny ora ni riche ni pauvre. Et pennant la gerre le nasis et les copos ont fait beaucoup de mal à mon papi. En chine ont à fait la révolution.

Les enfants de Chine

UN BLE QUI LEVE BIEN

Un jour, une jardinière du jardin d'enfants No 6 de Pékin montra aux enfants une esquisse inachevée d'un village montagneux. Elle y dessina d'abord des collines et des champs, puis leur demanda d'ajouter ce qu'ils croyaient nécessaire. Les gosses allèrent alors l'un après l'autre tracer qui un réservoir sur la colline, qui un tracteur, qui un paysan en train de pulvériser des insecticides sur les cultures, qui un enfant portant une bouilloire aux ouvriers des champs. Par la couleur, les enfants manifestent leur amour de la nouvelle campagne socialiste et leur respect du peuple travailleur.

Prendre soin de la vie des enfants n'est pas la seule tâche des jardinières, qui veillent aussi à éduquer les petits dans la pensée socialiste, dans l'amour du travail manuel, des ouvriers-paysans-soldats, des biens publics de l'État socialiste et de la collectivité ainsi que dans un style de vie fait d'endurance

et de simplicité, pour leur inculquer, dès la plus tendre enfance, l'idée de servir le peuple, de le chérir et de haïr l'ennemi, et afin qu'ils acquièrent l'aptitude à distinguer ce qui est juste de ce qui est erroné.

C'est bien souvent que des écoliers, cravate rouge au cou, travaillent comme vendeurs dans des magasins, comme serveurs dans des restaurants ou dans des salons de coiffure, comme arboriculteurs dans des parcs, comme balayeurs dans les rues, frottant fort boîtes à lettres et boîtes à ordures. Toutes ces activités sont classées par les écoliers sous la rubrique «au service du peuple». De plus, des «détachements» qui arborent la même devise sont organisés dans de nombreuses écoles primaires. Ils se chargent de réparer fenêtres et portes de la classe, pupitres et chaises, aident les vieux ouvriers en retraite, ramassent les feuilles mortes et les transportent à la com-

mune populaire pour en faire des engrais, et s'occupent de tout ce qu'ils considèrent comme étant bénéfique au peuple.

L'objectif principal de la pédagogie enfantine, c'est de faire des enfants de dignes continuateurs de la cause révolutionnaire — cause dont les révolutionnaires de la vieille génération avaient allumé le flambeau — et de les enseigner à servir corps et âme le peuple et à travailler pour les intérêts du peuple chinois et de ceux du monde entier.

Les petits Chinois sont également éduqués dans un esprit d'aide et de soutien mutuels. On leur apprend aussi à se soucier de la collectivité. Dans les écoles primaires, trois ou cinq élèves forment un groupe d'entraide. Si l'un d'entre eux manque des cours, les autres l'aident à les rattraper.

Tous ces efforts sont destinés à élever l'aptitude des



enfants à analyser les problèmes, à distinguer ce qui est juste de ce qui est faux, à les encourager à critiquer les idées erronées et à les habituer à l'autocritique.

Enseignant «à porte ouverte», les écoles mènent, à intervalles réguliers, les élèves travailler dans des usines, des communes populaires ou y effectuer des

visites, mesure qui leur offre l'occasion d'entrer en contact avec la société, les ouvriers et les paysans, et d'apprendre auprès du peuple travailleur.



culturel

A la télévision

du mardi 7 au lundi 13 décembre

JEUDI 9 A2, 20 h 30
Le jour se lève

«Le jour se lève» film de Marcel Carné, tourné en 39, s'inscrit dans le courant cinématographique du «naturalisme français».

Ce terme est en fait équivalent à la tendance populiste. Prendre des scènes populaires pour montrer la misère, la générosité, la candeur de la classe ouvrière, mais aussi décrire sans fard ses «tares et ses contradictions et appuyer ainsi sur le désespoir et le pessimisme de la «chiennerie de la vie».

J.Gabin, un ouvrier métallurgiste, a commis un crime et la police le traque.

Il se réfugie dans une chambre où il attend l'heure fatidique pour se suicider. L'atmosphère du film est étouffante, car face au lieu principal (la chambre) Gabin, ne pourra s'évader que grâce à ses souvenirs, souvenirs devenant de plus en plus forts aboutissant à la révolte suicidaire. Il est à noter dans ce film la méthode de représentation du héros. Gabin incarne un élément de la classe ouvrière, mais il représente avant tout l'individu. Un individu solitaire, fataliste, écorcé qui «en a connu».

Le vocabulaire qu'il emploie est aussi là pour le différencier des autres

pour créer une distance entre sa réalité sociale et sa «nature».

Sadoul, dans son livre historique du cinéma mondial, note que «Jean Gabin est un prolétaire qui pense et parle comme un habitué des cafés littéraires. La fille qu'il aime, lui dit : «Écoute, tous les gens dorment... c'est comme si tout le monde était mort. Ce serait bath si tout le monde était mort et qu'on reste tous les deux seuls, à s'aimer...».

Ainsi la boucle est bouclée. L'impasse est créée.

JEUDI 9
TF 1, 21 h 30
L'évènement

Des crimes atroces viennent régulièrement poser la question de la peine de mort en France. Les partisans de la répression organisée par la bourgeoisie s'opposent alors aux humanistes pour qui, par principe et dans toute société, la peine de mort est inadmissible. Les uns exercent une justice de classe, bourgeoise, les autres défendent une justice qui serait indépendante des classes et de toute réalité sociale.

Le reportage de ce soir sur la façon dont ce problème est traité aux USA peut différencier des autres. Les mots qu'il emprunte vont

permettre de mieux voir à quoi tend à servir actuellement l'arme de la peine de mort. Souvent réclamée par les organismes locaux de la justice et par les citoyens eux-mêmes face à l'insécurité d'une société décadente, la peine de mort se trouve en fait justifiée par la répression politique. En France, elle a été rétablie il y a quelques années pour les délits politiques. Sa vraie nature, dans notre société, est d'assurer le pouvoir de la bourgeoisie, est c'est pourquoi cette «arme ultime» est de plus en plus à l'ordre du jour.

VENREDI TF1
20 h 30
Au théâtre ce soir
«La mamma»

Cette célèbre série de Pierre Sabbagh présente des pièces de «théâtre de boulevard» colportant les idées bourgeoises les plus fétides et les plus réactionnaires sur les femmes, la vie sexuelle et le couple. La pièce de ce soir est signée du maître incontesté du genre : André Roussin.

Des «cocus ridicules» ou «femelles en chaleur» (Ah, les femmes, toutes les mêmes !) l'intrigue consiste à «intégrer» le fils aîné d'une famille sicilienne, «drameur» professionnel

(Ah, ces Italiens, tous les mêmes !) dans la vie conjugale. Les deux côtés de la famille bourgeoise y sont : la morale la plus hypocrite et étouffante et son sous-produit, les aventures sexuelles les plus minables.

Un aspect servant dans la pièce, à atténuer les effets de l'autre. Le tout agrémenté des grivoiseries les plus écoulées pour faire rire... et tout reste comme avant.

VENREDI
A 2, 20 h 30
Les brigades du Tigre

La télé américaine nous inonde de ces feuilletons à la gloire de la police, indispensable paraît-il au maintien de la sécurité des citoyens. Mais il y en a aussi de bien français : par exemple, «Les brigades du Tigre».

Le «Tigre», c'est Georges Clémenceau. Très réactionnaire ministre de l'Intérieur français du début du siècle. Le feuilleton, au

travers de ses divers épisodes, nous raconte comment le «Tigre» a mis progressivement sur pied des brigades antigang, dotées de moyens ultramodernes et chargées de traquer sans pitié les plus dangereux criminels. D'où de nombreuses fusillades au cours desquelles tombent bien des «bandits».

Le dévouement dont fait preuve le très sympathique personnel policier assure la tranquillité des citoyens dans une période de «montée de la violence». Inutile de préciser que ces «brigades» avaient pour seul et unique but la chasse aux malfaiteurs. Pas de politique, s'il vous plaît !

Cela ne vous rappelle rien ?

VENREDI 10
A 2, 23 h 00
«Le roman d'un tricheur»

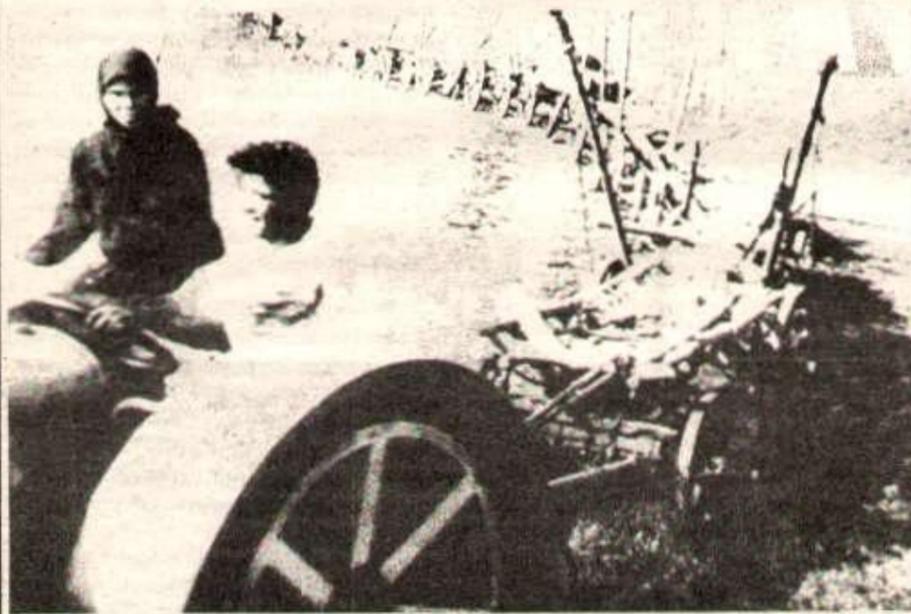
Il paraît que S.Guitry fait partie de la «brillante»

culture française. On nous le donne pour le comble de l'esprit et de l'humour. Grâce à lui, il est vrai, la culture française a pris un «K» pendant l'occupation, ce qui valut à notre homme d'esprit quelques ennuis à la Libération.

Si vous avez le courage de regarder le film jusqu'au bout vous constaterez que Guitry c'est surtout le contentement de soi, le mépris de tout ce qui n'est pas très élevé... dans la hiérarchie, l'apologie de la faiblesse des classes exploitables, le chauvinisme mâle et la haine des femmes (qu'il appelle l'amour) et avec tout cela un vide intellectuel béant. C'est tout cela l'esprit français de Guitry, l'esprit de la bourgeoisie française. Chacun de ses bons mots (et ils sont nombreux puisqu'on le payait pour en faire) illustre une de ces idées. Vous pouvez vérifier vous-même. Mais c'est vite fatigant.

Du 8 au 21 décembre

FESTIVAL EISENSTEIN



au cinéma Seine, rue F. Sauton (Mo Maubert).

LUNDI : Alexandre Newski
MARDI : Le cuirassé Potemkine
MERCREDI : La grève
JEUDI : La ligne générale
VENREDI : Octobre
SAMEDI ET DIMANCHE : Ivan le Terrible

Du lundi au vendredi, séances à
14 h 30, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30,
22 h 30.
Samedi et dimanche, séances à :
14 h 30, 17 h 45, 21 h 00.

La campagne de soutien à l'Humanité rouge

Pour une souscription de masse !

L'Humanité rouge, porte-parole des communistes marxistes-léninistes de France, représente les intérêts du prolétariat et des travailleurs exploités, de tous ceux qui luttent contre ce régime pourri et veulent l'abattre pour le remplacer par un régime authentiquement socialiste. C'est de leur lutte, de leurs aspirations que notre journal parle maintenant quotidiennement. C'est ces travailleurs qu'il s'efforce d'armer jour après jour pour contribuer à la victoire de la révolution prolétarienne. Le soutien au journal, c'est leur affaire, c'est l'affaire des larges masses !

Et puisque aujourd'hui c'est de la souscription que nous parlons, il ne suffit pas, camarades, amis et lecteurs, de sortir l'argent de votre poche. Nous savons déjà que certains d'entre vous ont décidé de verser chaque semaine des petites sommes qui en feront une grosse au bout d'un mois. Nous savons que nos lecteurs sont capables de sacrifices importants pour soutenir leur journal.

Mais il faut faire souscrire aussi les camarades d'atelier, d'école, les voisins d'immeuble, ceux de la ferme d'à côté si vous êtes un lecteur

petit paysan, et ceci sans aucune hésitation.

Cette bataille financière, il faut l'expliquer, fait partie intégrante de la lutte du prolétariat. Du point de vue bourgeois, notre journal est bien pauvre, car il n'est financé par aucune publicité ni aucun groupe capitaliste. Du point de vue prolétarien, cette indépendance financière par rapport à la bourgeoisie fait au contraire sa force et il jouit par ailleurs d'une richesse inaccessible aux bourgeois : le soutien politique, rédactionnel et financier des masses. Il faut donc oser s'adresser aux larges masses en leur expliquant que l'argent qui fait vivre l'Humanité rouge, le nerf de la guerre de classe à laquelle notre journal contribue ne peut provenir que d'elles. Avant de faire une souscription de masse, expliquons, dans un tract ou au porte-voix, pourquoi le soutien que nous demandons est une participation à la lutte de classe.

Nul doute que notre appel sera entendu !

Camarades et lecteurs, faites nous part de vos initiatives, des obstacles surmontés, des succès remportés dans vos souscriptions parmi vos proches, à la porte des usines, sur les marchés.

L'Humanité Rouge

Sur le front du logement (8)

Les municipalités un enjeu de taille !

Cet article qui clôt notre première série sur le logement contribue aussi à la campagne que nous allons mener à propos des élections municipales.

Sur le front du logement aussi, nous appelons nos camarades, nos lecteurs, et tous les travailleurs à s'emparer du mot d'ordre «Ni plan Barre, ni Programme commun», à la populariser largement, notamment à propos des municipales, et bien sûr à envoyer des articles vivants au journal.

Si les partis bourgeois s'intéressent tant aux municipalités c'est pour de multiples raisons. Les mairies représentent déjà, ce qui n'est pas négligeable, la première entreprise d'un grand nombre de villes. La gestion municipale donne des moyens supplémentaires aux bourgeois pour faire leur propagande (bulletins, tracts municipaux, etc). Par ailleurs les municipalités constituent des rouages dont l'appareil d'État se sert pour orienter la destination de la rente foncière et des profits capitalistes. Nous allons aborder ici deux thèmes particuliers : les liens intimes que les municipalités permettent de tisser avec les promoteurs ; puis leur propre rôle de promoteurs et de gestionnaires d'offices HLM.

La ville de Rennes, mais nous pourrions prendre d'autres exemples, a demandé à la CGE (Compagnie générale des eaux) de construire par l'intermédiaire de diverses sociétés plusieurs chantiers et une usine d'incinération.

Elle a demandé à la Sobrec également rattachée à la CGE de gérer cette usine d'incinération et la vente de chauffage à tout un quartier. Elle a alors omis de réviser les tarifs de chauffe et permis ainsi à la CGE de faire des profits importants, la Sobrec continuant à vendre la chaleur sur une base de prix «fuel». Précisons qu'elle a passé contrat avec la Sobrec sans «appel à la concurrence», procédure «irrégulière».

Ces pratiques ne témoignent-elles pas de relations «étroites» entre la municipalité et certains groupes de financiers et promoteurs. Le sénateur-maire de Rennes, Fréville, n'a d'ailleurs pas hésité à partir en guerre contre les juges fonciers qui réévaluaient trop les prix des terrains au goût des promoteurs ! Il a même menacé de les dénoncer devant l'Assemblée nationale !

Municipalités et partis bourgeois

Ces liens intimes ne sont pas l'apanage des municipalités «de droite». Toutes y participent avec dans une certaine mesure des spécificités selon la coloration politique. Ainsi en ce qui concerne les municipalités révisionnistes on sait qu'elles se servent largement pour établir des liens préférentiels du bureau d'étude Orgeco qu'elles contrôlent et dont elles prennent souvent l'avis pour leurs «opérations».



Budget. Impôts locaux. «Ils» ont quand même les moyens de se faire une publicité «marketing» dans de luxueux bulletins municipaux.

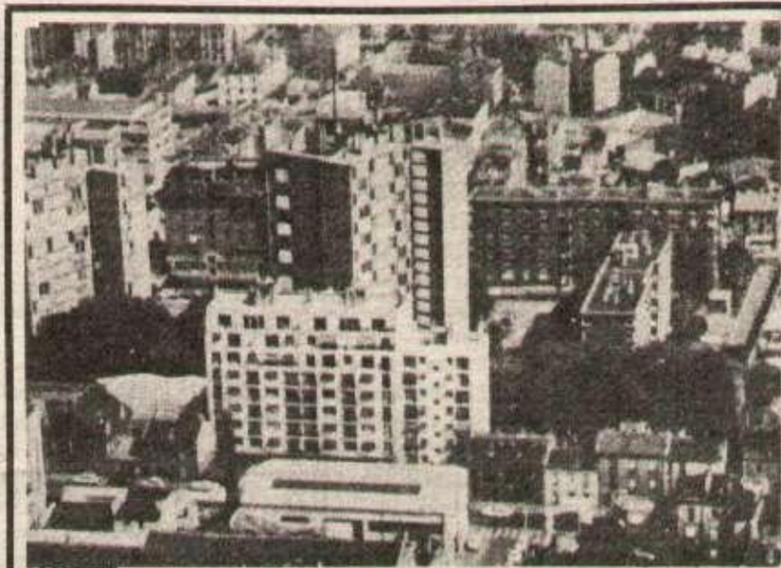
Aussi si les partis de «gauche» montent en épingle les contradictions de leurs municipalités avec ce qu'ils appellent l'État (comme si elles n'en faisaient pas partie) c'est dans le but de tromper les travailleurs. Ils veulent leur cacher qu'ils participent dès maintenant à cet appareil de domination de classe qu'est l'État capitaliste pour le compte duquel ils collectent des impôts, demandent davantage de moyens répressifs, en profitent au passage pour nouer des liens fructueux avec les entreprises capitalistes.



Les pollueurs ne sont pas les seuls profiteurs. Avec l'usine d'incinération, la ville de Rennes a trouvé le moyen d'alléger son budget sur le dos des locataires.

Les municipalités : Des promoteurs et des gestionnaires

Depuis la création de l'institution HLM il est fréquent que les municipalités soient en partie leurs propres promoteurs. Elles participent alors à la gestion de l'Office municipal où elles jouent un rôle important, le maire étant assez souvent Président du Conseil d'administration dans lequel siègent plusieurs conseillers municipaux. Certes le préfet a le pouvoir de «tutelle» mais on sait qu'il est assez rare dans la pratique qu'il s'oppose sérieusement aux désirs de la municipalité. En général la gestion de l'office, l'attribution des logements se font selon les orientations et les vœux de la municipalité. Il est intéressant d'examiner à ce sujet la façon dont procèdent en ce qui concerne leur OPHLM les municipalités «de gauche» et notamment «celles des révisionnistes» qui se prétendent les défenseurs des travailleurs.



A défaut de gérer l'État capitaliste dans son ensemble Laloe, maire d'Ivry sur Seine, administrateur distingué, se contente, POUR L'INSTANT de gérer une municipalité et l'office HLM dont il est président.

Promouvoir la collaboration de classe

Dans leurs municipalités les révisionnistes jouent à fond la carte de la «participation démocratique» en «consultant» les amicales CNL qu'ils contrôlent sur la conduite de l'Office. Cela est facilité par les moyens considérables que donnent la gestion d'une municipalité. Le fait qu'un responsable CNL ait «une place» à la mairie et soit de plus membre du PCF facilite bien les choses. Les révisionnistes s'efforcent ainsi de faire collaborer les locataires aux profits que l'OPHLM et diverses sociétés font sur leur dos.

Et si les locataires revendiquent, ces «patrons de gauche» font comme tout administrateur bourgeois un chantage à la faillite.

niste de la banlieue de Paris dont le maire, également président de l'OPHLM, Marcel Rosette, est spécialiste des questions municipales au CC du parti révisionniste, nous en donnent des exemples.

En février 1976, le budget de l'Office est en déséquilibre et Rosette demande aux locataires de se mobiliser au côté de «leur office» pour qu'il obtienne une subvention du gouvernement.

A peu près au même moment, il annonce que par souci «d'équité» et «après avis des représentants des amicales des locataires» le Conseil d'administration a décidé de réajuster les dépôts de garantie afin de les rendre égaux à deux mois de loyers ACTUELS. Les locataires qui ont déjà payé 2 mois d'avance de caution en aménageant, soit le maximum prévu par l'article 75 de la législation HLM, auront donc en fait payé DAVANTAGE.

MUNICIPALITÉ RÉVISIONNISTE ET SOCIAL-FASCISME

Pour avoir une gestion équilibrée tout en essayant de garder l'image de marque d'une gestion «sociale», la municipalité encourage en cas de retard de loyers, de menaces de saisies, une politique d'arrangements individuels qui force les travailleurs à trimer dur pour rembourser l'OPHLM municipal. Elle favorise aussi une politique de secours et de mise en «tutelle» qui tend à faire des travailleurs des assistés. Cette mise en «tutelle» parfois imposée à la faveur d'un véritable chantage arrête les procédures de saisies et expulsions mais à quel prix !

La famille est dépossédée de ses allocations familiales par le tuteur qui s'en sert pour payer le loyer tandis qu'elle se prive au besoin sur la nourriture et les vêtements. S'il reste un excédent, c'est le tuteur qui le gère, donnant de l'argent au compte-goutte, exigeant des travailleurs qu'ils justifient leurs dépenses pour avoir la possibilité de se servir de «leur propre argent». Il se permet de visiter l'appartement quand bon lui semble, d'y fouiner pour vérifier sa tenue, etc. Ses moyens de pression sont énormes car il peut s'il le désire faire intervenir le juge à l'enfance pour enlever «légalement» les enfants à leur famille ! Dans certains cas, également, la municipalité procède à des expulsions déguisées en faisant pression sur des locataires pour les convaincre de déménager dans des taudis... d'anciennes cités d'urgence. Cette solution «élégante» permet sans doute à ses yeux de ne pas se montrer «ouvertement répressive» et de préserver l'image de marque de l'Office et de sa gestion saine...

Une gestion capitaliste exemplaire !

Les révisionnistes se font un point d'honneur d'apparaître comme des modèles de gestion... capitaliste sur le dos des locataires de l'OPHLM. Des habitants de Vitry, municipalité révision-